



COMMUNIQUE DE PRESSE

Le 1^{er} février 2024

Le SNUITAM-FSU, syndicat interministériel présent dans les ministères chargés de l'agriculture et de l'écologie, s'inquiète des conséquences des annonces du Premier ministre en réponse à la mobilisation des agriculteurs.

Le gouvernement remet en cause les contrôles des agriculteurs, réalisés par les agent·e·s des ministères de l'agriculture, de l'écologie et par l'Office Français de la Biodiversité (OFB), perçus uniquement comme contraignants pour les agriculteurs. Le travail de ces agents de l'État, tout au long de la filière agricole, permet pourtant d'avoir une agriculture qui dégrade moins les écosystèmes et de produire une alimentation saine pour l'ensemble des concitoyen·ne·s. La mise sous tutelle de l'OFB par les Préfets pour la réalisation des contrôles des agriculteurs est une remise en cause majeure de ces inspecteurs de l'environnement et du sens de leur travail. La validation implicite par le gouvernement des critiques de certains agriculteurs du travail des agents des ministères de l'agriculture et de l'écologie fragilise la légitimité des collègues en situation de contrôle des agriculteurs.

« Les normes qui gâchent la vie des agriculteurs » sont indiquées comme source des problèmes économiques des agriculteurs. Certaines normes, incohérentes ou inefficaces, (dont une partie est issue du lobbying de la FNSEA auprès des ministères depuis des années), peuvent effectivement être révisées, dans le cadre d'une concertation large avec l'ensemble des acteurs agricoles. Cependant, une « simplification » des normes et procédures, telle que voulue par certaines organisations syndicales agricoles, conduirait à favoriser le modèle agro-industriel, incompatible avec les exigences en termes de biodiversité, santé et climat. Une simplification à outrance et malvenue remettrait en cause la pérennité d'une agriculture viable, face au dérèglement climatique, à la dégradation d'une part importante des sols agricoles et aux problèmes sanitaires.

Le Premier ministre a annoncé une accélération du paiement des mesures PAC et un versement rapide des indemnités liées aux calamités sanitaires et climatiques. Cette mesure, louable pour les agriculteurs, ne pourra pas se faire sans moyens humains supplémentaires. Dans un contexte de dévalorisation flagrante de la fonction publique et de sous-effectifs chroniques, il devient impératif de procéder à une revalorisation salariale significative, notamment par l'augmentation du point d'indice, et à des recrutements massifs répondant aux besoins criants. Il est grand temps que le gouvernement prenne en compte les revendications légitimes des agents de l'État qui œuvrent sans relâche, notamment pour les aides versées aux agriculteurs.

Les mesures annoncées pour répondre à la crise agricole sont hors-sol, très impactantes sur l'environnement, sans résoudre le problème majeur pour les agriculteurs mobilisés : le niveau de rémunération. La pression sur les agents des ministères de l'agriculture et de l'écologie est forte pour parvenir à des modifications réglementaires au cours du « mois de la simplification » sans moyens humains ni reconnaissance des agents, y compris financière, suffisante.

SNUITAM-FSU

DRAAF - 15 avenue de Cucillé 35047 RENNES Cedex 9

www.snuitam-fsu.org
snuitam@snuitam-fsu.org

